



DEPARTEMENT DU TARN
COMMUNE DE RABASTENS
Occupation du domaine public n° 2025-12-08
02 rue Chastenet de Puységur
Lundi 22 décembre 2025 au vendredi 02 janvier 2026
LE MAIRE DE RABASTENS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6,

Vu le Code Pénal, article R 610-5 relatif à la répression des infractions aux arrêtés de police,

Vu l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière Livre I, Huitième Partie, « Signalisation Temporaire » approuvée par Arrêté Interministériel du 06 Novembre 1992

Vu la délibération fixant les tarifs applicables aux occupations du domaine public.

Vu la demande formulée par l'entreprise Foures et Fils

Tendant à obtenir l'autorisation d'occuper le Domaine Public pour stationner effectuer un chantier de réfection de zinguerie

Considérant la demande de l'entreprise, il y a lieu d'autoriser l'installation du chantier en agglomération de Rabastens.

ARRETE

ARTICLE 1 : Autorisation de déroulement de travaux

Du lundi 22 décembre 2025 au vendredi 2 janvier 2026, l'entreprise Foures et Fils interviendra au 02 rue Chastenet de Puységur afin de réaliser des travaux de réfection de zinguerie, en agglomération de Rabastens.

ARTICLE 2 : Installation d'une zone de chantier

Afin de permettre le déroulement des travaux, l'installation d'une zone de chantier sera autorisée au droit de 02 rue Chastenet de Puységur, sur ladite rue et sur l'Avenue des Lices, en agglomération de Rabastens.

ARTICLE 3 : Interdiction de circuler et de stationner

Afin de permettre le déroulement du chantier, la circulation sera interdite sur la rue Chastenet de Puységur depuis l'intersection de l'Avenue des Lices jusqu'à l'intersection de la rue des Cordonniers.

Le stationnement sera interdit et considéré comme gênant sur cette même portion.

ARTICLE 4 : Respect des autorisations

S'il avérait nécessaire, en cours d'exécution, de modifier à nouveau les conditions d'occupation du domaine public devra solliciter un nouvel arrêté auprès de la mairie de Rabastens.

ARTICLE 5 : Nettoyage des lieux

Aussitôt après l'achèvement du déménagement, le permissionnaire procédera au nettoyage du site.

Il sera en outre tenu de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu occasionner à la voie publique.

ARTICLE 6 : Responsabilité

La signalisation réglementaire sera mise en place par le demandeur.

La présente autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'organisation de cette manifestation.

Les bénéficiaires devront se conformer à toutes les obligations légales applicables.

ARTICLE 7 : Validité et renouvellement de l'arrêté

La présente autorisation est délivrée du 22 décembre 2025 au 2 janvier 2026 et pour cette période précise uniquement.

Elle est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel ni à son titulaire, ni à leurs bénéficiaires : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie ou d'intérêt général, sans qu'il puisse en résulter de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai de deux jours à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais des bénéficiaires de la présente autorisation.

ARTICLE 8 : Exécution

L'agent de la Police Municipale et la gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera affiché sur les lieux et en Mairie.

ARTICLE 9 : Publicité de l'arrêté

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Il sera en outre affiché sur les lieux.

ARTICLE 10 : Voie de recours

Conformément à l'article R 421-1 et suivant du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 11 : Ampliation est faite à

- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Tarn

- Le service de Police Municipale de Rabastens

-Entreprise Foures et Fils



Rabastens, le 22 décembre 2025
Le Maire

Nicolas GERAUD